



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52971

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

(237); – für eine revolutionären Syndikalisten gibt es keinen Grund, der einen Krieg rechtfertigen könnte: weder die Verteidigung des französischen Kapitalismus, noch die des stalinistischen Rußland und erst recht nicht die des polnischen Obristenregimes (357, 360); – worauf es ankommt, ist die Schaffung eines europäischen Systems der kollektiven Sicherheit auf der Basis einer vertraglichen Neuregelung der deutschen Frage. Da kein politisches System moralisch unantastbar ist, bleibt nur der Weg realistischen Verhandeln um jeden Preis. »Man tötet nicht diejenigen, die sich nicht verteidigen« (306).

Martins Verdikt ist eindeutig: der zu allen Kompromissen entschlossene Radikalpazifismus der revolutionären Syndikalisten der Rhône, ihre Neigung, lieber der verhandlungsbereiten Rechten als der verteidigungsbereiten, antifaschistischen Linken zu folgen, haben Krieg, Okkupation und das Vichy-Regime allererst möglich gemacht. Obwohl er sich hütet, aus dieser Interpretation direkte Schlüsse auf die Gegenwart zu ziehen, endet der Verfasser mit dem Wunsch, daß die »Erben der Vergangenheit« aus der Geschichte lernen mögen.

Die wissenschaftliche Nutzung seiner Untersuchung wird gemindert durch das Fehlen eines Personenregisters und eines detaillierten Anmerkungsapparates. Der globale Quellennachweis am Ende jedes Kapitels erweist sich als besonders ärgerlich, wenn aus dem Text die Zuordnung der Zitate nicht eindeutig hervorgeht. Auch eine kritisch-systematische Auseinandersetzung mit der Sekundärliteratur und Reflexionen über den methodischen Ansatz der Studie wären hilfreich gewesen für ihre Bewertung im Rahmen einer sozial- und politikgeschichtlichen Pädagogik-Forschung, für die es meines Wissens im französischen Sprachraum wenig Vorbilder gibt.

Marieluise CHRISTADLER, Duisburg

Patrik VON ZUR MÜHLEN, *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im spanischen Bürgerkrieg 1936–1939*, Berlin, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1985, 374 p. (Dietz Taschenbuch, 12).

On peut penser que le cinquantième anniversaire du début de la guerre civile espagnole verra, en 1986, la publication d'un certain nombre d'articles et d'ouvrages. D'avance il est permis d'affirmer que la mise au point tentée par Patrik v. zur Mühlen n'aura pas d'équivalent de si tôt. Le projet de l'auteur est très précisément délimité. Il ne se propose pas de donner une vue d'ensemble du conflit: il analyse les relations entre les partis ou formations de la gauche allemande: communistes, sociaux-démocrates, parti socialiste ouvrier (SAP), opposants communistes du KPO et anarchistes, et leurs correspondants espagnols, l'engagement des membres de ces formations aux côtés des Républicains espagnols, leurs divergences et leurs conflits. Bien entendu il consacre un chapitre nourri aux Brigades internationales: à leur organisation interne qu'il prolonge par la post-histoire de ces combattants (le récit de leur sort en France, dans le Reich hitlérien et dans les deux Etats allemands actuels). Le mérite de l'auteur c'est de ne s'être pas limité à la »littérature« existante, encore que son ampleur requière déjà d'immenses lectures. Il a mis à contribution des témoignages, des documents inédits et tenté d'élucider un certain nombre de »mystères«. Tout cela fait de cet ouvrage un instrument de travail indispensable pour quiconque travaillera sur la guerre d'Espagne, mais aussi sur l'émigration allemande et autrichienne de 1936 à 1939.

D'où vient alors que le travail considérable de Patrik v. zur Mühlen ne nous satisfait pas entièrement? Sans doute de ce que la guerre des républicains espagnols et de leurs alliés contre les fascistes semble parfois absente, ou en tout cas reléguée au second plan du récit. Or c'est bien là le conflit majeur et c'est par rapport à ce conflit que s'expliquent quasi toutes les prises de position respectives des formations espagnoles et étrangères. Par exemple sur le problème de la révolution; si le mot d'ordre des communistes »D'abord gagner la guerre, ensuite la

révolution» (140) est reconnu comme exprimant une évidence, alors paraît intempestive, voire dangereuse la volonté constatée chez le POUM, et à un moindre degré chez les anarchistes, de donner aux transformations révolutionnaires la priorité sur la lutte antifasciste. Et il ne semble pas légitime, comme le fait l'auteur, d'opposer »la révolution« à une prétendue »restauration de l'Etat bourgeois« (p. 25–28, 48, 77, 136 et passim), d'autant qu'il note justement qu'une »révolution sociale aurait pu pousser du côté de Franco« une partie des républicains et aurait en tout cas affaibli considérablement les forces républicaines (141). Est-il besoin de dire – ce qu'a démontré l'histoire – qu'en cas de victoire franquiste il ne serait plus question en Espagne de révolution, ni même, pour près d'un demi-siècle, d'Etat bourgeois démocratique?

P. v. zur Mühlen a consacré de longs développements aux services secrets républicains. En reconnaissant à plusieurs reprises que des nazis et des agents fascistes s'étaient infiltrés du côté républicain (169–177), il en montre la nécessité. Ce genre d'administration n'a pas pour habitude d'opérer au grand jour (et il est assez cocasse d'accuser ces services de »Geheimnis-krämerei«: le terme revient deux fois p. 167), ni de laisser beaucoup de documents écrits et il est assez difficile d'écrire son histoire, comme le reconnaît à la fin l'auteur (276). Aussi dans les quarante pages de ce chapitre, à côté de faits dont l'exactitude ne paraît pas contestable, l'auteur a-t-il recours à des témoignages dont il reconnaît lui-même qu'ils sont fort discutables et parfois controuvés pour »démontrer« que tout le service de contre-espionnage était aux mains du Guepeou (auxquels seraient subordonnés *tous* les dirigeants communistes, Togliatti, Ernö Gerö, André Marty ou Dahlem) et que ses activités *essentielles* consistaient à persécuter voire à assassiner les non-communistes. Personne ne songe à contester les responsabilités communistes dans l'affaire du POUM. Mais l'auteur lui-même parle à la fin des »méfaits d'un petit nombre de permanents de la police secrète« (geheimpolizeiliche Untaten einiger weniger Funktionäre) (314), ce qui paraît plus proche de la vérité que maint développement antérieur. Un des ouvrages de référence le plus largement utilisé est celui de deux historiens (Broué-Témime) qui sont en même temps des militants trotskystes et qui ne font pas mystère de leurs sympathies pour la politique du POUM, alors que par exemple le livre du socialiste italien Pietro Nenni n'est jamais cité. On peut déplorer également que le nom de Peter Weiss, qui a consacré de très longues pages aux discussions dans les rangs de émigrés allemands dans *Die Ästhetik des Widerstands* ne soit pas même mentionné.

Jusqu'au vocabulaire employé qui trahit les préférences politiques de zur Mühlen. Les dirigeants communistes sont toujours des *Spitzenfunktionäre*, tandis que l'Internationale socialiste envoie en Espagne ses *führende Vertreter* (147, 152, 121, 128). Si, comme le note l'auteur, le parti communiste espagnol a multiplié en un an le nombre de ses membres par treize (142), s'il a pris dès sa fondation le contrôle du parti socialiste unifié de Catalogne, s'il s'est vu confier de plus en plus de responsabilités, y compris syndicales, à la direction de l'UGT, si en Catalogne, dès octobre 1936, le nombre de ses adhérents dépasse ceux du POUM (76), comment comprendre que les »masses populaires« obéissent uniquement au POUM ou aux anarchistes (77, 141)? Comment admettre aussi que des adhésions si massives résultent du »machiavélisme« des communistes et non de l'approbation par les masses de leur politique? P. v. zur Mühlen dénonce à bon droit la discrimination dont sont encore victimes, en République fédérale, les anciens combattants des Brigades, moins bien traités que les Allemands ayant combattu dans la Légion Condor. Sa mise au point aurait été une véritable réhabilitation s'il n'avait pas – peut-être inconsciemment – opéré lui-même une distinction discutabile entre les »révolutionnaires« et ceux qu'il accuse de »machiavélisme«.

Gilbert BADIA, Paris